

La Résistance face au Service du Travail Obligatoire



Réfractaires au STO au camp de Bouvante-le-Haut (Drôme), sans date.

La Résistance face au Service du Travail Obligatoire

Par Raphaël Spina, agrégé et docteur en histoire, PRAG à l'université d'Aix-en-Provence.

Auteur d'une thèse remarquée sur le STO en France, publiée aux éditions Perrin et ayant reçu le prix Histoire 2017 de la Fondation Stéphane Bern, Raphaël Spina revient sur le tournant qu'ont constitué pour la Résistance les réquisitions de main-d'œuvre opérées au titre de la loi du 4 septembre 1942 et du 16 février 1943. Au-delà des campagnes menées par la Résistance pour dénoncer le STO et appeler les jeunes Français à ne pas partir en Allemagne, il évoque aussi les actions entreprises par les résistants pour tenter de «saboter» le STO.

« Qu'aurait été la Résistance sans le STO ? », s'interroge Charles d'Aragon dans ses mémoires : « Il n'est pas de mouvement qui ne doive beaucoup à son contraire. Celui dont je parle en fournit un frappant exemple. Laval s'en fit le pourvoyeur en rendant, au mois de septembre 1942, le travail en Allemagne obligatoire pour certaines catégories de Français. Ainsi nous assurait-il le concours des tièdes et des isolés⁽¹⁾. »

Après ses victoires-éclaircies initiales, l'Allemagne nazie est assurée de perdre la guerre à partir du moment où le conflit s'installe dans la durée et se fait planétaire. Comme prédit dès juin 1940 par le général de Gaulle, la coalition alliée excède très largement le Reich en ressources humaines et matérielles. En décembre 1941, après Pearl Harbor, chacune des trois composantes majeures de la Grande Alliance, Empire britannique, Union soviétique et États-Unis, produit séparément plus d'armes que l'Allemagne. Pourtant, le Reich réussit

à tenir jusqu'en mai 1945, notamment grâce au pillage de l'Europe occupée et, à partir du printemps 1942, au transfert forcé de plus de 8 millions de travailleurs pour remplacer les millions d'Allemands mobilisés dans la Wehrmacht. Bien entendu, la Résistance s'est engagée d'emblée contre le recrutement de volontaires, puis a fortiori contre les départs forcés.

La Résistance contre le volontariat (1940-1942)

Dès 1940, les Allemands font de la propagande en zone Nord pour recruter des volontaires. Le succès est maigre, le plus bas d'Europe occidentale en proportion de la population : en quatre ans, seuls 250 000 Français partent de leur plein gré outre-Rhin, dont 70 000 femmes. Unanimement méprisés des contemporains, ce sont souvent des marginaux

SOMMAIRE

- La Résistance face au Service du Travail Obligatoire p. I à V
Par Raphaël Spina
- La guerre des ondes contre le STO p. VI
Par Raphaël Spina
- Yves Farge (1899-1953), saboteur en chef du STO p. VII
Par Raphaël Spina
- Les photographies de la manifestation contre le STO à Romans-sur-Isère p. VIII
Par Frantz Malassis

sociaux, des ouvriers sans qualification, des filles-mères, des femmes et des étrangers renvoyés de leur travail par les lois de Vichy. Dans ce pays casanier et sans tradition d'émigration, peu de gens ont envie d'aller chez l'ennemi héréditaire et occupant actuel, dont on ignore généralement la langue et la culture. La Résistance n'a aucun mal à assimiler les départs volontaires à un acte antipatriotique.

Le 11 novembre 1940, l'équipe française de la BBC diffuse sa première émission contre les départs volontaires en Allemagne. De son côté, le Parti communiste, malgré le pacte germano-soviétique, est en première ligne pour dénoncer ces recrutements de travailleurs. Après avoir appelé à la reprise du travail début juillet 1940, sa presse clandestine se reprend et dénonce dès l'été les pressions sur les chômeurs comme du « travail forcé ». En octobre 1941, un tract prophétise leur « déportation » en Allemagne. Le Parti organise des manifestations au départ de certains trains de volontaires, comme à Saint-Denis en octobre 1940 et au Havre en mars 1941. Le commandement militaire allemand en France (MBF) ne cache pas le tort que la contre-propagande communiste fait au recrutement. S'y ajoute celle des radios alliées, jointe au mépris social généralisé envers les volontaires : ils sont fréquemment insultés, menacés ou mis en quarantaine dans leur entreprise, leur quartier, leur commune. Maladroite et constamment sur la défensive, la propagande des recruteurs doit démentir en permanence les « bobards » sur la vie malheureuse des volontaires en Allemagne, et les citer sans cesse pour réfutation, en leur faisant ainsi de la publicité. C'est avouer aussi tacitement que l'opinion n'est pas dupe.

Des chômeurs préfèrent encore être radiés des listes et des secours que signer un contrat pour l'Allemagne ou pour l'organisation Todt, chargée de fortifier la côte atlantique. Même des volontaires fréquemment déçus sont les premiers à devenir contestataires en Allemagne, à s'évader, à se cacher pendant une permission en France pour ne pas repartir, à dissuader les autres de partir à leur tour... En un sens, ils sont aussi les premiers réfractaires. En

Allemagne, plus d'un finit en prison ou en camp de concentration pour petite délinquance, désobéissance, démonstration patriotique ou sabotage, en particulier lorsqu'au printemps 1942 ils sont retenus de force malgré l'expiration de leur contrat. Mais en 1945, le volontariat est déclaré en bloc « contraire à l'esprit de la Résistance française » : même un volontaire déporté ou auteur d'authentiques actes de refus en Allemagne ne sera jamais reconnu ni indemnisé.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, coupé du reste de la France et dirigé depuis Bruxelles, des rafles brutales de main-d'œuvre sont organisées dès 1940-1941, comme en 1914-1918. La censure les cache au reste du pays. Le 15 avril 1941, *La Voix du Nord*, journal clandestin du mouvement éponyme, dénonce ces exactions, tout comme les pressions surnoises pour pousser au « volontariat ». Mais elle ne peut que conseiller aux habitants de ne pas répondre aux convocations, et de protester par oral ou écrit. Et malgré ces exactions localisées, peu de gens imaginent encore, même au sein de la Résistance ou du MBF, que le *Reich* puisse un jour passer à la réquisition forcée, au mépris du droit international.

La Résistance contre la Relève (1942)

Le 21 mars 1942, le *Gauleiter* de Thuringe Fritz Sauckel est nommé plénipotentiaire au recrutement de la main-d'œuvre. En deux ans et demi, il transfère en Allemagne plus de huit millions de travailleurs forcés de toute l'Europe, Soviétiques et Polonais en tête, dont des femmes et des enfants, quitte à encourager partout les fuites massives vers les maquis. Il s'intéresse particulièrement à la France, son premier réservoir de main-d'œuvre qualifiée, et son troisième fournisseur de main-d'œuvre en valeur absolue. Le 12 mai, Pierre Laval anticipe les demandes allemandes en proposant de lui-même de la main-d'œuvre française par une lettre à Joachim



Archives de la Préfecture de Police de Paris

18 juillet 1942, attentat de la Résistance contre l'office de placement allemand du 10, rue Saint-Antoine à Paris.

von Ribbentrop, ministre nazi des Affaires étrangères, au nom de la lutte contre le bolchevisme. Tout en sachant que le volontariat ne sera jamais suffisant, et qu'il faudra passer à la coercition, Laval convient avec Sauckel d'un détour par la Relève volontaire : trois ouvriers spécialistes partiront en Allemagne pour faire revenir un paysan prisonnier. Cette décision ne manquera pas de semer le trouble dans les esprits, d'aggraver les contentieux anciens entre les groupes sociaux ou entre maintes familles, et de saper la cohésion et la résilience des Français.

Le 22 juin 1942 à 20 heures, Pierre Laval annonce la Relève dans un discours radiodiffusé, tout en précisant : « *Je souhaite la victoire de l'Allemagne, parce que sans elle, le bolchevisme s'installerait partout.* » Dès 21 h 15, sur la BBC, Maurice Schumann lui répond : « *on n'avait jamais vu dans l'Histoire un Judas doublé d'un maître-chanteur et triplé d'un négrier.* » Toute la Résistance communique dans le rejet puissant et immédiat des départs en Allemagne. Jamais il n'y a d'hésitation à leur sujet, au contraire d'autres questions comme la personne du maréchal Pétain, son programme intérieur, le sort des Juifs, ou la lutte armée. La Résistance, entrée dans l'Histoire par l'appel gaullien du 18 juin 1940, reçoit involontairement un nouvel élan avec le discours de Laval du 22 juin 1942. Dès lors, sa campagne contre le travail en Allemagne devient quotidienne et prioritaire. C'est au point que la Résistance interprète bien à tort les grandes rafles antijuives de l'été 1942 comme une volonté des Allemands de compenser la médiocrité du recrutement des travailleurs, comme une répétition générale des rafles qui attendraient les ouvriers français, comme un avertissement lancé à ces derniers (2)...

Le 14 juillet, dans 32 villes de zone Sud, des manifestations à l'appel de la Résistance, très suivies, conspuent la Relève. À Paris, sept attentats ciblent les bureaux d'embauche pendant l'été. En province, plus d'un voit ses vitres brisées, ses affiches lacérées, tandis que des slogans anti-Relève sont badigeonnés. Les jeunes corps francs de la Résistance font de ces offices une cible de choix pour leurs premiers attentats au plastic. C'est aussi que l'opinion n'y voit aucun

inconvenient, alors qu'elle n'admettait pas encore qu'on vise une préfecture, comme le rappelle Charles d'Aragon. Le 29 juillet, Jacques Renouvin, fondateur des groupes francs de Combat, organise une « kermesse » qui détruit à la même heure les offices de placement allemands (OPA) de huit villes de zone Sud. Le but est d'effrayer et de dissuader, sans blesser ni tuer. Dans l'automne, Libération-Sud démolit pareillement les bureaux de Saint-Étienne et de Grenoble. Et dans la nuit du 2 au 3 novembre, Franc-Tireur fait exploser 11 kiosques, boutiques collaborationnistes et bureaux de recrutement en zone Sud, dont celui de la ville de Vichy elle-même. Le risque n'est pas inexistant. Le 4 septembre, après avoir fait sauter la porte de l'office de placement allemand de Montluçon, deux jeunes poseurs de bombe imprudents se font capturer alors qu'ils se promènent tranquillement en ville en attendant leur train pour Clermont ; il s'ensuit 19 arrestations de jeunes militants du mouvement Combat à Montluçon et Lyon. En zone occupée, après la destruction du bureau de recrutement de Rennes et autres locaux symbolisant la collaboration, les Allemands fusillent 25 résistants communistes sur la butte de la Maltière, le jour de Noël.

La Résistance contre le premier STO : un dur et vaste défi (automne-hiver 1942)

Les 50 000 départs de l'été étant insuffisants, Pierre Laval passe comme prévu à la réquisition forcée : la loi du 4 septembre 1942 permet de désigner d'office les partants, ouvriers en tête. Fait exceptionnel, quatre ministres refusent initialement de la signer, dont Jacques Le Roy Ladurie (Agriculture), qui démissionne le 11 et rejoint ultérieurement la Résistance. Le journal clandestin *Valmy* stigmatise le « *Travail forcé loin de la Famille contre la Patrie* » tandis qu'à la BBC, Maurice Schumann parle de la « *Famille dispersée par le Travail forcé pour la Patrie d'Adolf Hitler* ».

Si Vichy, discrédité, s'avère incapable de limiter les exigences allemandes, il sait les satisfaire : entre octobre 1942 et février 1943, la loi fait partir plus de 250 000 travailleurs. La Résistance n'est pas prête à affronter un défi pareil : elle n'a pas d'alternative matérielle à offrir aux milliers d'ouvriers qui chaque jour prennent le train à contrecœur. Et beaucoup de requis ne sont également pas prêts à se cacher



Archives nationales/ 72AJ cote 1413.

Sur cette affiche, cet ouvrier « modèle » invite ses camarades à faire comme lui et à le rejoindre en Allemagne dans le cadre de la Relève.

en laissant leurs familles sans ressources, ou au risque de faire requérir à leur place un camarade de travail plus âgé, ancien combattant et père de famille. Dans les usines, les débrayages de protestation sont généralement brefs et symboliques. Les refus de signer son contrat de travail, les huées envers les propagandistes, les graffiti, les manifestations en gare, les chants séditionnels au départ des trains, servent surtout à montrer qu'on part de force, et à se démarquer des volontaires honnis. Le légalisme reste ancré dans les esprits; d'autant que fait exceptionnel en Europe occupée, c'est l'État qui exile légalement ses propres citoyens, pas une ordonnance de l'occupant. On ne sait comment survivre sans papiers d'identité et tickets d'alimentation, et la peur reste grande. Les départs sont d'ailleurs proportionnels à la densité de la présence allemande. Le témoignage de Serge Ravanel, responsable du mouvement Libération-Sud, est à ce titre éclairant: « *L'obligation du service militaire, avec la peur du gendarme à la clé, était bien ancrée dans les mentalités [...]. Les familles étaient à la fois terrorisées à l'idée que leur enfant parte en Allemagne et angoissées par le déshonneur encouru s'il ne répondait pas à l'appel. [...] Refuser était tellement contraire aux mœurs qu'on osait à peine nous écouter. Bien souvent, nos messagers étaient mis à la porte sans ménagement* »⁽³⁾.

Peu songent encore à aller faire vivre les réfractaires dans les bois, surtout en plein hiver. De surcroît les campagnes sont réputées (non sans excès) être pétainistes et désireuses de voir leurs prisonniers rentrer, fût-ce grâce à la Relève. Fin 1942, les premiers petits maquis apparaissent, mais ils sont fragiles, éphémères. Les rares appelés à subsister passent évidemment encore inaperçus de la population, dont ceux de Robert Leblanc en Normandie ou d'Henri Romans-Petit dans l'Ain. Avant de devenir le camp n° 1 du maquis du Vercors, la ferme d'Ambel sert également de refuge à partir de décembre 1942 à des travailleurs requis au titre de la loi du 4 septembre. Les départs les plus nombreux se produisent par ailleurs en zone Nord, la plus industrielle et la plus peuplée: mais c'est aussi celle où la Résistance est la moins coordonnée et la moins financée par Londres – encore en mai 1943, Jean Moulin verse quatre fois plus d'argent aux mouvements de zone Sud qu'à ceux de zone Nord. Aussi est-ce spontanément, hors mots d'ordre de la Résistance, qu'éclatent les principales grèves de protestation. Entre le 10 et le 20 octobre 1942, le mouvement de grève qui secoue Nantes voit la municipalité démissionner par solidarité. Puis dans la région lyonnaise du 15 au 21 octobre 1942, un vaste mouvement parti des dépôts SNCF d'Oullins amène Vichy à reculer et à relâcher les grévistes arrêtés. Dans la Loire, à Firminy, dans les premiers jours de 1943, le préfet parvient à briser la grève, mal coordonnée.

Le mouvement parti d'Oullins (12 000 grévistes) a un retentissement international. Le 15 octobre 1942, appelant à l'extension de la grève, le tout premier tract unitaire de la Résistance est signé par le Parti communiste. Pour la première fois, un parti politique

signe aux côtés des mouvements. Pour Pierre Brossolette, le colonel Passy ou Henri Frenay, c'est de ce jour, à leurs yeux funeste, que commencent la politisation de la Résistance et la remise en selle des partis. Dans l'immédiat, des résistants (Daniel Cordier, Raymond Aubrac, Pascal Copeau) rêvent tout haut que le mouvement débouche sur une insurrection générale. Mais les syndicalistes chevronnés (Robert Lacoste) redoutent un aventurisme périlleux, et ne veulent pas voir des militants politiques dicter leur ligne de conduite au mouvement syndical clandestin. Ils savent que les mouvements méprisent autant les syndicats que les partis, et qu'ils aimeraient bien les voir disparaître, ou du

Franc-Tireur l'imitent, et la fusion engendre l'Action Ouvrière des Mouvements Unis de la Résistance (MUR), dirigée par Maurice Kriegel-Valrimont et Victor Leduc. Dotée du journal *Action*, elle étend peu à peu son activité à la zone Nord.

Le 6 janvier 1943 en gare de Montluçon, c'est cette fois à l'appel de la Résistance gaulliste et communiste que la population retarde le départ d'un train de requis. Mais beaucoup ont refusé initialement de descendre, et la plupart sont repris dans la nuit et remis au train le lendemain.



Tract «Travailleurs! Sabotage, Résistance, Grève.» (10,5 X 9 cm)

Ce tract est signé de deux mouvements de zone Sud, l'insurgé et Combat, aux positions politiques assez divergentes. Unis dans la lutte contre les réquisitions de main-d'œuvre, leur mot d'ordre aux travailleurs est sans détour: « Sabotage. Résistance. Grève. » Ces formes d'actions montrent combien la Résistance se radicalise. Dans leur logique, le refus de partir en Allemagne amènera le régime de Vichy à « employer la Force » et à se dévoiler comme un gouvernement collaborationniste et répressif.

Convocation devant la commission médicale du STO du canton de Saint Jean de Maurienne (Savoie) datée du 27 février 1943.

Les jeunes requis acceptent dans leur grande majorité de satisfaire cette visite médicale, car ils peuvent éventuellement obtenir un certificat les dispensant du STO pour raisons diverses. Certains de ceux qui refusent de partir en Allemagne basculent dans la clandestinité entre cette visite et la date du départ, mais n'ont que deux ou trois jours pour se décider et trouver un moyen.

moins se les subordonner et les réduire à une force d'appoint.

Jean Moulin, soutenu par les syndicalistes, empêche d'autorité toute consigne trop risquée de radicaliser et généraliser le mouvement. Il propose de fonder en zone Sud des Bureaux de Résistance Ouvrière (BRO), qui réuniraient à la fois partis, syndicats et mouvements, sous la houlette du Mouvement Ouvrier Français (MOF) et de son ami le journaliste lyonnais Yves Farge, un indépendant apprécié de tous. Les BRO fourniraient une aide matérielle aux réfractaires, provisoire car Moulin n'a pas les moyens de les transformer en « retraités de la Relève ». Cette première tentative de résistance unifiée au STO reste mort-née: le MOF se révèle un simple groupe de notables syndicaux sans troupes, hors d'état d'assumer le rôle proposé. La lutte se fait alors en ordre dispersé. Le mouvement Combat d'Henri Frenay, poussé par ses militants ouvriers (plus nombreux qu'on ne le croit), crée l'Action Ouvrière, qui doit installer en usine l'équivalent des cellules du PCF. Libération et

La deuxième loi du STO (février 1943): crise à la base et au sommet

Le 16 février 1943, suite aux nouvelles exigences allemandes, une deuxième loi plus célèbre réquisitionne cette fois tous les jeunes gens nés entre le dernier trimestre 1919 et fin 1922. Les ouvriers n'ont plus le monopole de la réquisition. Et en six semaines partent 165 000 personnes, un exode sans précédent dans l'histoire nationale.

Sur le coup, la saignée affaiblit et déconsidère la Résistance. Beaucoup de militants sont débordés, découragés, ou obligés de répondre eux-mêmes à une réquisition. D'autres doivent se cacher précipitamment ou prendre le maquis, au risque de perdre contact avec leur mouvement, au moins provisoirement. La Résistance, angoissée, prévient Londres que le STO risque de la vider de ses troupes: il puise dans ses deux principaux viviers, les jeunes et les ouvriers. Et l'opinion reproche vivement aux Alliés, à de Gaulle

Bibliothèque nationale de France. C1476 (III-2) fo 85

Département de la Savoie, Archives départementales, [1362W/33]



© Musée de la Résistance, Ville de Limoges.

Dans la nuit du 12 au 13 mars 1943, le chef communiste Georges Guingouin fait sauter le viaduc de Bussy-Varache (Haute-Vienne) sur la ligne de chemin de fer entre Eymoutiers et Limoges où devait passer un train de requis. Une photographie de cet exploit sera reproduite dans le journal clandestin *Combat* n° 44 du 15 mai 1943 sans pour autant le dater ni attribuer le sabotage à ce groupe armé.



Mémorial de la Shoah, CDLXX 94-4

Cette affiche publiée après la Libération par la Résistance juive évoque l'exécution de Julius Ritter.

Le colonel SS Julius Ritter, sous les ordres directs de Fritz Sauckel, était responsable pour la France de l'application des plans du STO. Il a été exécuté, le 28 septembre 1943, à Paris, par un commando appartenant aux Francs-tireurs et partisans-Main d'œuvre immigrée qui ignorait cependant son identité.

En plus de rendre hommage aux trois membres du commando Celestino Alfonso, Marcel Rayman et Spartaco Fontanot, fusillés au Mont Valérien le 21 février 1944, cette affiche rend compte de l'écho de cet événement dans la presse officielle et clandestine d'alors.

et aux clandestins leur passivité supposée, en tout cas leur incapacité à empêcher la «déportation». Certes, les 9 et 10 mars à Romans-sur-Isère, toute la Résistance, gaullistes, communistes et catholiques coalisés, appelle avec succès la population à la grève générale et au blocage des voies: mais le départ du train est tout au plus retardé de quelques heures (**voir page VIII**). D'autres manifestations très suivies ce même mois, notamment à Lannemezan (Hautes-Pyrénées), Mazamet (Tarn) ou Saint-Claude (Jura), ne parviennent pas davantage à enrayer le flot des départs. Du reste, les Allemands se gardent habilement de réprimer ces défouloirs sans conséquence. En Haute-Vienne, la nuit du 13 mars, le chef communiste Georges Guingouin fait sauter le viaduc de Bussy-Varache, à la veille d'un départ: mais c'est plus pour galvaniser les refus que par espoir sérieux de bloquer le trafic – le convoi du STO n'a qu'à faire un détour. Encore le 1^{er} mai 1943, la première manifestation nationale unitaire de la Résistance, dirigée contre le STO, est un fiasco, car elle survient à un moment de creux des départs, et sans lien avec un convoi local spécifique.

Enfin, sans que nul ne l'ait prévu ni souhaité, des milliers de jeunes réfractaires gagnent spontanément les forêts et les montagnes, notamment en Haute-Savoie. Dans la première quinzaine de mars, le mot «maquis» entre dans le langage courant. Le phénomène devient un enjeu reconnu et majeur, comme le soulignera Claude Bourdet. *«À cette époque, le mythe de la Résistance avait pris corps. Ceux qui n'en faisaient pas partie s'imaginaient qu'il s'agissait d'une organisation puissante. Les jeunes qui arrivaient dans les campagnes et les forêts s'attendaient à être pris en charge; bientôt ils allaient réclamer des armes. Les appels de nos chefs de région et de département se faisaient de plus en plus angoissés⁽⁴⁾.»*

À Londres du 15 février au 19 mars 1943, Jean Moulin ne prend pas conscience tout de suite du drame qui se joue en métropole. Seul à Lyon et tenant les cordons de la bourse, son secrétaire Daniel Cordier se voit vivement pris à partie par les chefs des MUR, Frenay et d'Astier en tête car les jeunes maquis ont un besoin d'argent démultiplié, urgent et vital. Leur colère décuple lorsqu'ils apprennent que pour raisons techniques, les versements de mars ne vont pas être augmentés. De désespoir, et pour mettre Londres au pied du mur, Frenay et d'Astier lancent une circulaire conjointe ordonnant l'insurrection générale contre les départs. Cependant, Georges Bidault ou Jacques Baumel, secrétaire général des MUR, se gardent bien de faire appliquer cette consigne de fuite en avant.

Le 12 mars, sur 5 rue de l'Hôtel-de-Ville à Lyon, Cordier se retrouve «*lapidé moralement*» lors d'une réunion générale, où même son ami Farge menace de le renier. Il va prendre sur lui de donner 800 000 francs pour les réfractaires, quand un message de Moulin l'autorise enfin à augmenter les versements, sans toutefois saisir encore que le STO imposerait un complet changement d'échelle. Le délégué général tente aussi d'obtenir un premier parachutage d'armes par la *Royal Air Force* en Haute-Savoie, prévu pour la nuit du 14 au 15 mars. Mais celui-ci n'a pu être effectué dans de bonnes conditions, témoignant de la difficulté de réaliser ce genre de parachutage au-dessus des Alpes et de réceptionner les armes alors que les

résistants manquent de moyens. Et ce n'est qu'au printemps et à l'été 1944 que l'armement de la Résistance devient partie intégrante de la stratégie alliée, et que les envois d'armes se font les plus massifs.

Encore en avril-mai 1943, la tentation de Frenay d'accepter l'aide financière américaine pour financer les maquis en échange de renseignements (affaire de l'«antenne suisse») provoque un ultime conflit avec Moulin. Ce dernier redoute aussi que l'apparition des maquis remette en question la séparation du politique et du militaire qu'il a eu tant de mal à imposer. Et qu'ils constituent une Armée Secrète-bis ne dépendant pas du général Vidal-Delestraint, mais de Frenay, qui en prendrait le contrôle via le Service National Maquis qu'il a fondé à Pâques 1943⁽⁵⁾.

Le maquis, enfant non voulu du STO

Sur près de 250 000 réfractaires au STO, seuls 40 000 à 50 000 rejoignent les maquis; un dixième se cachent à domicile, les trois quarts dans des fermes. Des filières montées ou reprises par la Résistance se chargent souvent d'amener le jeune dans une ferme complice, avec l'aide des notables locaux (maire, curé, instituteur), et de leur fournir les faux papiers. La Résistance sait bien que le maquis seul n'aurait jamais les moyens d'absorber une telle masse. Et personne au sein de la Résistance n'a voulu la naissance des maquis. Il n'existe pas de précédents historiques, en tout cas pas à l'échelle nationale, ni dans un contexte d'occupation complète du territoire et de collaboration de l'État avec l'invasisseur. La Résistance voit mal que faire de cette masse de réfractaires-maquisards hétérogène, mal manœuvrable, potentiellement incontrôlable. La France libre préférerait pareillement s'en tenir à de petites équipes de saboteurs ou de groupes francs. Les Alliés n'ont pas intérêt à ce que des actes de *guérilla* prématurés poussent l'Allemagne à augmenter sa présence militaire en France, ce qui constituerait un risque pour le futur Débarquement. Même le PCF préfère la lutte en milieu urbain et ouvrier. Rien ne prouve que les jeunes maquisards, dépourvus de formation politique et militaire, deviennent des combattants disciplinés et motivés, et ne se contentent pas de se planquer juste pour échapper à l'exil. Si le maquis-refuge est bien accepté dans l'opinion, le maquis de combat gêne davantage: le passage à la lutte armée indispose une bonne part des Français, pas tous prêts à risquer des représailles allemandes, la guerre civile, l'insurrection communiste... Enfin, bien avant de pouvoir être opérationnel, le maquis, très coûteux, exige chaque jour des ressources énormes en cadres, en vêtements, en nourriture, en armes, en argent...

Il faut de longs mois pour organiser les maquis, créer des écoles d'instructeurs (service Périclès de Robert Soulage-Sarrazac), leur dispenser une instruction politique (équipes volantes d'Hubert Beuve-Méry dans le Vercors), enfin pour les faire passer à l'action et commencer à inquiéter sérieusement les occupants, vers l'automne 1943. Tous les réfractaires ne sont pas alors maquisards, ni les maquisards tous réfractaires au STO. Les maquis accueillent aussi des résistants «grillés» en ville, des Juifs, des déserteurs de l'Axe, des étrangers, et au printemps 1944 les nouvelles recrues sont plus

attirées par la perspective des prochains combats de la Libération que par celle de fuir le STO. Mais sans le STO, le maquis n'aurait pas existé, et les réfractaires en forment bien la majorité absolue en 1943 voire 1944, et en tout cas le noyau dur jusqu'à l'été 1944 inclus. Le dur hiver 1943-1944 voit certes le maquis perdre du quart à la moitié de ses effectifs. Et ceux venus uniquement pour fuir le STO sont souvent les premiers à rentrer chez eux et à accepter les offres d'amnistie vichystes. Mais ceux qui restent, les plus résolus, maintiennent le maquis, dont l'essor reprend au printemps.

environ 15 % des militants de Témoignage Chrétien, 20 % des militants de Libération-Nord et de Défense de la France, 30 % d'un échantillon de 343 militants de l'Organisation de la Résistance de l'Armée (ORA) arrêtés entre 1942 et 1944, 50 % des Évadés de France. Et le PCF déclare en janvier 1944 être en charge de 26059 réfractaires au STO, dont 12432 en zone Nord et 13627 en zone Sud. Le STO apporte un regain d'adhésion aux Francs-Tireurs et Partisans (FTP), mais bien des jeunes réfractaires se voient cacher qu'il s'agit d'une organisation communiste, et sont sincèrement choqués lorsqu'ils l'apprennent à leur arrestation.

tel un ministère du Travail clandestin, Yves Farge finance tous les acteurs de la lutte contre le STO, grâce aux fonds de la Délégation. Il fonde l'Union des Cadres Industriels de la France Combattante (UCIF), ancêtre de l'UNITEC, pour glaner des subventions au sein du patronat. Il infiltre le sommet de l'État. Le 19 août, il place son informateur Pierre Cosmi comme directeur de cabinet du ministre de la Production industrielle Jean Bichelon, maître-d'œuvre du STO. Le CAD organise la centralisation et l'industrialisation de la production de faux papiers, à la suite de

Bibliothèque nationale de France Rés. G.1.476 (III-25) (6.553)



Papillon communiste « Patriotes français, solidarité et action contre la déportation en masse ». [1943], (15,5 x 11 cm).

Ce tract émanant vraisemblablement de la résistance communiste appelle à faire grève contre le STO tout en invitant également les requis à rejoindre « les Francs-tireurs pour la lutte armée ».

Médaille officielle du réfractaire.

Le titre de réfractaire est attribué aux personnes qui ont refusé de répondre à un ordre de réquisition, se sont évadées de leur lieu d'affectation, ont refusé de retourner en Allemagne à l'issue d'une première permission, se sont soustraites préventivement à la réquisition.

Ces personnes doivent avoir vécu en marge des lois et règlements de l'époque. Au total, plus de 108 000 cartes de réfractaires ont été délivrées par l'État. Le titre donne droit au port de l'insigne des réfractaires. Il est constitué d'une médaille ronde, portant à l'avant une carte de France avec au centre une enclume brisée, symbolisant le refus du travail, au sommet une croix de Lorraine représentant le soutien et l'espoir des opprimés, de chaque côté, les initiales R F et, à la base, la devise « J'ai livré un bon combat ». Le revers porte l'inscription « Aux Réfractaires-Guerre 1939-1945 ».



Coll. Fabrice Bourget.

La Résistance transformée

Avec le maquis, la Résistance se ruralise. Elle implique bien davantage les paysans, pas moins patriotes que les autres, déçus du peu de retours des prisonniers malgré la Relève, et excédés quand leurs fils sont requis à leur tour en juin 1943. Ils ravitaillent sans peine le maquis. La Résistance est aussi plus masculine que jamais : le STO ne concerne pas les femmes. Elle accorde plus d'importance aux ouvriers, qui forment plus de la moitié des victimes du STO. Dans le Rhône, les ouvriers sont ainsi 58,9 % des requis, 67,5 % des réfractaires, 74,5 % des réfractaires au STO devenus résistants, et la proportion d'ouvriers au sein des réfractaires devenus résistants ne cesse d'augmenter avec le temps. Enfin, le réfractariat abaisse encore l'âge moyen des résistants. En Lozère, il tombe de 33-34 ans en 1940-1942 à 26-27 ans entre novembre 1942 et juin 1944. Au Vercors, entre février 1943 et le jour J, la deuxième génération de maquisards, la plus jeune, est à 60 % en âge de subir le STO. Il en va de même pour les trois quarts des combattants du plateau des Glières en mars 1944. Par contre, les corps francs spécialisés dans les sabotages et attentats restent composés de militants plus âgés et ayant fait leur service militaire. À Clermont-Ferrand, les membres des Vampires ont autour de 28-30 ans, et ne comptent presque aucun réfractaire. Même si tout résistant en âge de subir le STO ne s'engage pas nécessairement qu'à cause de lui, le fait est qu'en 1944, 25 % des résistants français sont nés entre 1920 et 1924, soit les classes d'âge du STO.

Le chef du Service National Maquis en zone Nord, Favereau-Brozen, estime qu'un tiers des réfractaires au moins veut combattre, soit dans cette zone « près de 50 000 hommes, [...] entièrement novices à la vie secrète et qui apport[ent] un bouleversement profond dans nos petits groupes déjà aguerris ». Les réfractaires sont

En Allemagne, les STO sont étroitement surveillés, mais plus d'un se risque à critiquer, à se rebeller voire à saboter. La moindre parole suspecte vaut à des milliers d'entre eux l'enfermement en camp de concentration, ou encore en AEL (*Arbeitserziehungslager*, camp de rééducation par le travail), aussi terribles, même si la durée d'internement y est limitée, trois semaines minimum. Quelques centaines de STO parviennent à rejoindre les partisans en Slovaquie insurgée (brigade Stefánik, reconnue par le gouvernement de Gaulle), ou en Norvège, en Pologne et en Slovaquie. Plus de 20 000 requis s'évadent, et plus de 100 000 profitent d'une permission en France pour ne pas repartir.

Une victoire tardive et amère

La Résistance est aussi désormais plus unifiée. La lutte est enfin coordonnée avec la fondation à Paris, le 14 juillet 1943, du Comité d'Action contre la Déportation (CAD), confié à Yves Farge (**voir page VII**). En réaffirmant le premier sa fidélité exclusive au Conseil national de la Résistance (CNR), le CAD de Farge aide à maintenir l'œuvre du défunt Moulin. Il est le premier organe à associer autant partis, syndicats et mouvements, ainsi que non-communistes, communistes et compagnons de route. Organisant son Comité

mouvements comme Défense de la France, qui avait déjà multiplié la production de faux de manière exponentielle. Le soir du 25 février 1944, Léo Hamon, responsable de la jeunesse au sein du CAD, incendie au siège du commissariat général au STO (3, place de Fontenoy), les 200 000 fiches du recensement de la classe 1924.

Entre l'été 1943 et la Libération, des commandos bénéficiant souvent de complicités dans la place brûlent les fichiers à Lyon, Marseille, Tarbes, Pau, Aurillac, Cahors, Lille... Ce qui se paye parfois par une dure répression. À Quimper, en février 1944, les résistants infiltrés Jeannette Cras, Louis Kerneist et Antoine Le Bris sont déportés après avoir brûlé le fichier falsifié dans un four. À Versailles, en mai 1944, douze agents du réseau Mithridate sont déportés après l'incendie du bureau de la place Hoche par Charles Gonard, compagnon de la Libération. À Paris, un autre compagnon de la Libération, Guy Flavien, dénoncé par le journal collaborationniste *Au Pilon*, refuse de quitter son poste et est arrêté et déporté sans retour le 5 août 1944. À Grenoble, la Milice arrête et torture Paul Chevalier, directeur résistant du STO de l'Isère. Cependant, à Paris, l'inspecteur du travail Jean Ismélari, à la tête de ses « commissions de révision » semi-officielles, réussit à soustraire 30 000 personnes avec ses 85 assistants, sans que nul jamais ne le dénonce ou ne le démasque.

Partout des médecins souvent liés à la Résistance multiplient les certificats de complaisance. À partir du second semestre 1943, fonctionnaires, policiers et gendarmes cessent largement de traquer réfractaires et maquisards, et font souvent alliance avec la Résistance, tandis qu'avec le STO, la population dégoûtée de Vichy reconnaît la Résistance comme vraie protectrice de la nation occupée.

À l'été 1943, les départs se sont effondrés. Les ressources humaines prélevables sont taries, la société décidée à ne plus obéir, le sabotage résistant plus efficace. Découragés, Vichy, le MBF et le ministre allemand de l'Armement Albert Speer décident le 17 septembre qu'il est plus efficace de faire travailler les Français en France même, dans des entreprises protégées produisant à 80 % au moins pour l'occupant. Seule l'obstination de Sauckel maintient en vie un STO moribond. Pour plus de 600 000 départs forcés avant août 1943, il ne part plus ensuite que quelques dizaines de milliers de victimes, jusqu'à la suspension officielle des départs forcés le 23 juin 1944. Le MBF, la Gestapo et l'ambassadeur Abetz ne sont pas les derniers à ironiser que l'Armée Secrète devrait être rebaptisée l'Armée Sauckel, et que le *Gauleiter* est le meilleur sergent-recruteur du maquis...

Mais malgré la victoire finale de la Résistance et de la société sur le STO, la France de Vichy détient le record européen de satisfaction du programme Sauckel (92 % à l'été 1943). Et le maquis, cadeau initialement empoisonné, n'a pu compter en 1944 que pour 2 % des pertes allemandes en France. Vu de Berlin, il n'est qu'une gêne tardive et limitée, surtout présent dans des régions peu industrielles, peu peuplées et peu stratégiques, à faible densité de troupes allemandes. Le STO n'en a pas moins permis à la Résistance de se doter, avec les maquis, de troupes dont elle était dépourvue jusqu'alors et de pouvoir ainsi participer aux combats de la Libération. Mais, le STO a aussi apporté 650 000 travailleurs à l'industrie de guerre, et autant de soldats libérés à la *Wehrmacht*. Finalement, le Reich a choisi le moindre de deux maux. Et s'il a moins gagné au STO que la Résistance, il y a moins perdu que Vichy. ■

- (1) Charles d'Aragon, *La Résistance sans héroïsme*, Seuil, 1977, p. 110.
- (2) Jacques Soustelle, de l'équipe française de la BBC, note crûment le 1^{er} août 1942: «*Les Juifs on s'en fout. Juifs = ouvriers*». À travers les émissions de la BBC comme dans sa presse clandestine, la Résistance, y compris juive et antiraciste, assimile les rafles de Juifs et celles de travailleurs, donnant la priorité à ces derniers puisque plus nombreux. Elle parle systématiquement de la «*déportation*» des ouvriers, voire d'«*extermination de la race française*» par l'envoi des jeunes travailleurs dans des usines bombardées. Voir Renée Poznanski, *Propagandes et persécutions. La Résistance et le «problème juif» 1940-1944*, Fayard, 2008, notamment p. 321sq.
- (3) Serge Ravel, *L'esprit de résistance*, Seuil, 1995, p. 96.
- (4) Claude Bourdet, *L'aventure incertaine*, Seuil, 1975, p. 162.
- (5) Henri Frenay, qui estime avoir été dépossédé de l'Armée Secrète alors que son mouvement lui avait fourni la nette majorité de ses effectifs, reste en 1943 délégué aux questions militaires au sein des MUR.



L'aventure de Célestin Tournevis est une bande dessinée de propagande destinée à encourager les Français à venir travailler en Allemagne. Elle est détournée par la Résistance sous le titre *La méaventure de Célestin Tournevis*. Cet extrait est publié en 1942 dans *Combat illustré*, supplément périodique du journal *Combat*.

La guerre des ondes contre le STO

Par Raphaël Spina

Les radios alliées se mobilisent pour dénoncer la mise en place en France de réquisitions de main-d'œuvre par les Allemands qu'elles assimilent à un esclavage soustrayant des forces vives à la Résistance.

Aucun thème n'a plus mobilisé les équipes françaises de la BBC que la lutte les réquisitions de main-d'œuvre. Conçu en 1942 par Jean Oberlé, le mot d'ordre: «*Ne va pas en Allemagne*» est chuchoté près de 1 500 fois en 1943, «*rythmé sur une mélodie lancinante*» (Jacques Évrard). «*Un extraordinaire feu roulant de slogans, de saynètes, de ritournelles*» (Jean-Louis Crémieux-Brilhac) s'abat sur le volontariat, la Relève puis le STO. Bien informée par les résistants infiltrés dans l'appareil d'État, la BBC démontre sans peine, documents originaux en main, les mauvaises conditions de vie en Allemagne. Elle dévoile les dessous des négociations franco-allemandes, parfois presque en temps réel. Elle appelle tous les groupes sociaux à saboter le STO. Le conseiller d'État Pierre Laroque lance ainsi des appels aux fonctionnaires, l'ex-ministre de l'Agriculture Henri Queuille aux paysans, l'ingénieur Roland Pré aux industriels, le député communiste Émile Cossonneau, ex-ouvrier du bâtiment, aux travailleurs forcés des chantiers *Todt*. La BBC met en garde nommément les fonctionnaires et policiers trop zélés. Elle se réjouit de l'effondrement des départs après l'été 1943.

Une vision nationale du phénomène...

Dans une France éclatée voire atomisée, seule la BBC peut donner une vue unifiée du STO.

Elle permet aux Lillois de connaître les grèves anti-STO de Lyon ou aux Provençaux de mesurer que la Bretagne est la première région réfractaire. C'est elle qui forge en mars 1943 un mythe autour des 5 000 réfractaires de Haute-Savoie. En les magnifiant, elle incite concrètement, partout, d'autres convoqués à franchir le pas de l'illégalité. Elle aide à faire des fugitifs des combattants: c'est également par la BBC – ou par les villageois qui leur en rapportent les propos – que les réfractaires savent que le monde extérieur connaît et salue leur désobéissance; ils y puisent un encouragement à tenir bon.

La BBC voit dans le STO un «*esclavage*», qui soustrait des hommes à la Résistance, libère des mobilisés allemands, et retarde la délivrance du pays. Elle assimile le refus des réfractaires d'aller en Allemagne au combat militaire de la France libre. Leur but à eux aussi serait de prouver que la France est restée dans la guerre; ils seraient représentatifs d'un peuple unanimement résistant. Même les requis du STO sont présentés en combattants d'un «*front intérieur allemand*» où ils multiplieraient la sous-productivité et les sabotages. Cette rhétorique, au rapport lointain avec la réalité, vise surtout à sauvegarder l'unité nationale, en gommant les différences entre catégories de Français, et en postulant un peuple uni dans une même lutte.

... mais parfois erronée

Il arrive à la BBC de se tromper. Elle croit parfois que la main-d'œuvre n'est qu'un prétexte, que les réquisitions ont pour vrai but de désorganiser les mouvements de Résistance. Elle affirme aussi qu'Hitler vise à « exterminer la race française » en stérilisant de fait la masse de jeunes gens envoyés en exil et en l'exposant aux bombardements alliés. Elle confond les rafles de Juifs et les rafles de travailleurs,

ne saisit pas la différence entre la « déportation » des ouvriers et celle des Juifs. Par ailleurs, elle s'abstient de mots d'ordre imprudents : hors ses orateurs communistes, elle n'appelle pas au soulèvement général contre le STO, ni n'incite les maquis à passer prématurément à la lutte armée.

Les autres radios de la France libre (Brazzaville, Alger) ou celles des Alliés (New York, Boston, Moscou) mènent un combat non moins constant contre le STO. La radio suisse et les éditoriaux

de René Payot sont également très écoutés. Mais c'est bien la radio de Londres qui marque l'époque et la mémoire collective. Même les requis l'écoutent en cachette au fond de leurs camps d'hébergement en Allemagne, grâce à des postes à galène fabriqués avec les moyens du bord. Significativement, en 1945, le congrès constitutif de l'Association des Réfractaires et Maquisards décerne à Maurice Schumann le titre de « père du réfractaire ». ■

Yves Farge (1899-1953), saboteur en chef du STO *Par Raphaël Spina*

Journaliste socialiste engagé dans le mouvement antifasciste d'avant-guerre, Yves Farge s'engage dans la Résistance dès l'été 1940. En juillet 1943, il crée le Comité d'Action contre la Déportation (CAD) pour lutter contre le STO. Raphaël Spina a publié en 2017 sa première biographie scientifique, éditée par le musée de Résistance et de la Déportation de l'Isère.

Né à Salon-de-Provence, ce républicain généreux, serviable, plein de vie et d'humour sait nouer amitié avec des gens de toutes convictions et origines. Brièvement communiste en 1920-1921, il est de 1923 à 1931 militant anticolonialiste au Maroc, se situant alors à l'aile gauche du parti socialiste. Journaliste à *La Dépêche dauphinoise*, il anime l'antifascisme à Grenoble (1932-1938), puis rejoint en 1938 *Le Progrès de Lyon*. Pacifiste, il est munichois puis il est tenté d'approuver l'Armistice. Mais, donnant la priorité à la liberté, il bascule dans le refus dès le 19 juin 1940.

Son bureau au *Progrès*, près de la place Bellecour, voit défiler tous les chefs de la Résistance. Membre

de Franc-Tireur et du Front national, contributeur à la presse clandestine et aux éditions de Minuit, Farge apparaît d'abord comme un indépendant, très largement apprécié, et en contact avec tous. Il est des premiers à soutenir Jean Moulin, délégué de la France libre. En octobre 1942, ce dernier pense à son ami pour présider les Bureaux de Résistance Ouvrière – mort-nés – qui coordonneraient la lutte contre les réquisitions de la main-d'œuvre.

En janvier 1943, sur une idée de Pierre Dalloz, Yves Farge propose à Jean Moulin la création du réduit du Vercors. Il finance et ravitaillera les réfractaires au STO que Franc-Tireur a déjà installés dans le massif. Le 12 mars, pour repérer les fermes susceptibles de cacher les réfractaires, il envoie dans les Alpes Serge Asher-Ravanel, Maurice Kriegel-Valrimont, Alfred Malleret-Joinville et Raymond Samuel-Balmont, à qui il conseille de changer son vieux pseudonyme. Ce dernier choisit alors de s'appeler *Aubrac*... À leur retour à Lyon le 15, les quatre sont pris dans la souricière du 5, rue de l'Hôtel de Ville. La présence d'esprit de Daniel Cordier préserve Yves Farge de tomber également dans le piège.

Sur une idée de Pierre Kaan, secrétaire du Conseil national de la Résistance (CNR), Yves Farge fonde à Paris, le 14 juillet 1943, le Comité d'Action contre la Déportation (CAD), qui unifie la lutte contre le STO. Il refuse toute autre autorité que celle du CNR, aidant à préserver l'œuvre de Moulin. Compagnon de route, il est le premier à financer le Front national, satellite du PCF, et à accueillir des communistes dans un organe unitaire (Pierre Villon, Henri Rol-Tanguy). Réputé rêveur et romanesque, il se montre aussi très bon gestionnaire des comptes du CAD, et subventionne tous les acteurs du sabotage du STO. Il infiltre jusqu'au cabinet du ministre en charge du ST et s'allie à des patrons. Son jeune bras droit Marc Laurent-Martel organise la production industrielle et centralisée de faux



© Musée de l'Ordre de la Libération.

Yves Farge, fondateur du Comité d'Action de la Résistance en juillet 1943.

papiers à Montrouge. Léo Hamon est chargé de la jeunesse. Partisan de la militarisation de la Résistance, Farge entend avoir son mot à dire sur les maquis, et se heurte à Michel Brault, chef du Service National Maquis (SNM). Leur bras-de-fer conduit au départ de ce dernier à Londres, et le SNM disparaît au printemps 1944.

En juin 1944, Farge gagne le Rhône-Alpes comme commissaire de la République. Le 3 juillet, il proclame la République dans le Vercors. Lyon libérée, il paie de sa personne pour juguler l'épuration extra-judiciaire, ravitailler la région, gérer le rapatriement des prisonniers, STO et déportés. Il est fait compagnon de la Libération.

Ministre du Ravitaillement au second semestre 1946, il lutte en vain contre le marché noir, dans lequel il voit un héritage de l'occupant corrompant moralement les Français. Déçu par la IV^e République, il crée et préside, le 22 février 1948, les Combattants de la Liberté, regroupement de résistants soucieux de défendre leurs valeurs et leurs camarades traînés en justice. L'organisation se transforme vite en section française du Mouvement de la Paix, lié au PCF et à l'URSS, et qui dénonce le camp atlantiste comme successeur du III^e Reich. Prix Staline de la Paix en 1952, cet humaniste sincère meurt en voiture en Géorgie, le 31 mars 1953. Trop tôt pour voir la déstalinisation, qui lui aurait sans doute fait reconsidérer ses positions. ■

NE VA PAS EN ALLEMAGNE

Étudiant...

Une nouvelle vague de déportation se prépare. Tu es menacé directement. Instruits par leurs échecs, les ségrégés de Berlin et de Vichy vont procéder brutalement et sans pitié.

DÈS MAINTENANT ORGANISE TA RÉSISTANCE

Au sein de l'Union des Étudiants Patriotes, un Comité d'Action contre la Déportation a été constitué. C'est lui qui te donnera les moyens d'échapper à la conscription nazie. Prends contact avec ses délégués, Ton sort en dépend.

ÉTUDIANT...

Aujourd'hui il faut choisir...

Mourir au service de l'ennemi,

ou combattre sur notre sol pour libérer la France.

La Victoire est proche. Courage. Viens grossir les rangs de ceux qui en France combattent pour ta libération.

Le Comité d'Action contre la Déportation (SCRM Étudiants).

Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne.

Tract du Comité d'Action contre la Déportation, « Ne vas pas en Allemagne » [1943-1944]

Le Comité d'Action contre la Déportation est l'un des services centraux de la Résistance unifiée, créé à l'été 1943 après la formation du Conseil national de la Résistance. Il centralise la lutte contre le travail forcé en Allemagne alors appelé couramment « déportation ».

Les photographies de la manifestation contre le STO à Romans-sur-Isère

Par Frantz Malassis

Les résistants et leurs sympathisants, en règle générale, ne souhaitent pas s'encombrer de photographies qui auraient pu devenir autant de preuves compromettantes si elles tombaient aux mains de l'ennemi. Cependant, à certaines occasions, ils passaient outre ces consignes de sécurité, en particulier dans le cas de manifestations collectives et publiques de résistance, qui pouvaient attester de l'état de l'opinion française⁽¹⁾ comme ce fut le cas avec les manifestations contre le STO.

Le 16 février 1943, le Service du Travail Obligatoire (STO) est instauré en France. Rapidement des manifestations de protestation sont organisées par la Résistance (prise de parole dans les gares, obstruction des voies lors du départ des trains de requis...). La manifestation à Romans-sur-Isère (Drôme) contre le départ d'un train de requis du STO, semble la seule du genre à avoir donné lieu à un véritable reportage photographique clandestin.

Le contexte de la prise de vue et la destination initiale

Le capitaine André Vincent-Beaume des Mouvements Unis de la Résistance (MUR), informé par le chef de gare de Romans du passage d'un train spécial en provenance de Grenoble et à destination de Valence le 10 mars 1943 avec à son bord environ 300 requis du STO décide d'organiser une manifestation de protestation.

À 12h40, le convoi est arrêté par les manifestants au passage à niveau à la sortie de la gare de Romans-sur-Isère. La présence de gendarmes n'empêche pas les manifestants de bloquer les aiguillages en jetant de grosses pierres sur les voies ferrées. Un camion est renversé dans le même but. Les gendarmes finissent par dégager la voie ferrée. Sous leur protection le convoi quitte alors la gare de Romans au pas pendant trois kilomètres jusqu'au viaduc sur l'Isère, car on craint que des manifestants déboulonnent les rails.

Paul Deval⁽²⁾, reporter au *Petit Dauphinois* prend plusieurs clichés depuis le toit d'un café, ce qui explique leur vue plongeante. Selon Jeanne Deval⁽³⁾, son épouse, ces photographies ne sont pas destinées au journal mais ont été commandées par le capitaine Vincent-Beaume. Repéré, Paul Deval a été conspué par des manifestants qui avaient peur d'être reconnus sur les photographies dont ils ignoraient la destination. Le développement est effectué au laboratoire de l'agence du journal, mais les clichés sont aussitôt cachés à la Maison des Jeunes jusqu'à la libération de Romans le 30 août 1944. En effet, le lendemain de la manifestation, les Services photographiques de Vichy sont venus réclamer les clichés à Jeanne Deval, qui leur assura qu'ils avaient été détruits. Ils n'ont donc pas pu être diffusés dans la presse clandestine.

Une série de photographies devenue iconique

Après la guerre, la photothèque parisienne du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale reçoit une série de sept photographies originales de cette manifestation, aujourd'hui conservées au Service historique de la Défense (Vincennes). Ce reportage a certainement été remis par le correspondant départemental du Comité, André Vincent-Beaume, un des principaux organisateurs de cette manifestation contre le STO.

Depuis lors, ces photographies largement publiées sont devenues les symboles de la désobéissance civile au STO. La manifestation a souvent été présentée comme un succès. La plaque commémorative apposée en 1984 en gare de Romans indique : « Sur ces voies, les Romanais et les Péageois ont empêché le départ du train emmenant les requis pour le service du travail obligatoire en Allemagne ».

Une étude de l'événement à partir de l'ensemble des sources d'archives disponibles, qui a pu être menée que dans les années 2000⁽⁴⁾, laisse à penser – notamment par le rapport du chef de gare à ses supérieurs – que le départ du train n'a été que retardé d'environ deux heures et que très peu de jeunes requis ont pu s'échapper. Une



Photo Paul Deval / Service historique de la Défense.

Manifestation contre le départ pour l'Allemagne de requis pour le Service du Travail Obligatoire le 10 mars 1943 à la gare de Romans-sur-Isère (Drôme). Les gendarmes viennent de relever et de tirer hors des voies un camion que les manifestants avaient renversé. Des hommes lancent de grosses pierres dans les aiguillages pour faire obstacle.

nouvelle plaque commémorative a ainsi été apposée en 2013⁽⁵⁾ tenant compte de cet acquis de la recherche.

La postérité de ces photographies interroge sur la façon dont on peut représenter un phénomène historique en l'occurrence le refus collectif du STO. Le succès de ce refus intervient à partir du moment où cette forme d'action qu'est la manifestation publique dans les gares est délaissée au profit de la planque individuelle ou collective des requis. Mais ces actions sont difficilement représentables ou tout au moins peu photogéniques. Le choix du reportage de Romans se fait alors par défaut. Il est cependant le plus approprié car la seule autre option aurait été de présenter des photographies de maquisards au printemps 1943 comme des exemples de réfractaires. Or, si le développement des maquis est bien lié au refus du STO, ils n'ont en réalité accueilli qu'une petite partie des réfractaires. ■

(1) Des photographies de manifestations patriotiques interdites ont été prises sous l'Occupation, qu'il s'agisse de rassemblements devant des monuments publics ou d'enterrements d'aviateurs alliés voire de résistants. Certaines de ces photographies prises dans un but de contre-propagande ont parfois été diffusées à l'époque dans les journaux clandestins ou la presse du monde libre.

(2) Paul Deval était directeur de l'agence photo-presse. Après la guerre, il fut maire de Romans (1945-1953), député de la Constituante et vice-président du Conseil général.

(3) Cf. Jeanne Deval, *Les années noires, Romans-Bourg de Péage 1939-1945*, Romans, compte d'auteur, 1985, p. 119-121.

(4) Cf. Alain Coustaury, « La manifestation du 10 mars 1943 à Romans-sur-Isère », in *La Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 33, juin 2003, pp. 12-13.

(5) Le texte de cette plaque est le suivant : « 10 mars 1943. Sur ces voies, des centaines de Romanais et de Péageois ont retardé le départ du train emmenant les requis pour le Service du Travail Obligatoire (STO) en Allemagne ».